



{ PORNOGRAPHIE }

LES MINEURS À L'ABRI ?

Pour empêcher l'accès des enfants à des sites pornos gratuits, le gouvernement vient de présenter un projet ambitieux encore techniquement flou. Il y a la loi et il y a la réalité. L'article 227-24 du Code pénal prévoit déjà que la diffusion d'un message pornographique « est puni[e] de trois ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende lorsque ce message est susceptible d'être vu [...] par un mineur ». Pourtant, dans les portables de nos ados, les images défilent. Selon une enquête de la Fondation pour l'innovation politique de juin 2018, 21 % des 14-24 ans regarderaient des contenus pornos au moins une fois par semaine. Un chiffre « extrêmement choquant » pour Marlène Schiappa, qui a réuni un triumvirat (le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, et le secrétaire d'État au numérique, Mounir Mahjoubi) pour endiguer ce phénomène. Le 9 septembre, elle a dévoilé leur parade : des « filtres très importants » pour limiter l'accès aux sites comme YouPorn. Mounir Mahjoubi précise : « Une des solutions que nous allons expérimenter consiste à créer une plateforme de confiance – un service en ligne – auprès de laquelle les gens s'identifient une fois comme étant majeurs. Ce site va enregistrer le fait qu'on est majeur et sera capable de reconnaître l'utilisateur et de confirmer son âge. »

Comment ce filtre interviendra-t-il si les sites pornos ne collaborent pas, et de quelle façon prouvera-t-on son âge et son identité ? Autant de questions techniques qui restent à régler. L'agenda n'est pas encore fixé non plus, mais « ce ne sera pas une négociation gentille », insiste le secrétaire d'État. Ni évidente : « Mounir Mahjoubi aimerait faire venir les diffuseurs de porno à la table des négociations mais on ne sait pas qui se cache derrière ces sites mondialisés, ni qui les finance », rappelle Ovidie, la réalisatrice militante du documentaire « Pornocratie ». Sur Pornhub, YouPorn et Xvideos, plus de 300 milliards de connexions sont ainsi enregistrées chaque année sans qu'aucun justificatif d'âge soit exigé. « Cela fait onze ans que ces sites agissent en toute impunité », dénonce Ovidie. Si elle salue l'ambition « inédite » du gouvernement, elle ne cache pas son impatience : « On aurait pu montrer une réelle volonté d'appliquer la loi plus tôt, sans s'encombrer d'un système de filtre. Le recours à un code parental ou une carte de crédit, comme pour les sites de vidéos à la demande, aurait été suffisant. » Difficile pour autant d'imaginer un système infallible. « On ne va pas faire suivre chaque enfant par un drone pour savoir ce qu'il fait », concède Mounir Mahjoubi. Dans un contexte où aucune étude d'ampleur ne permet d'évaluer l'impact du porno sur les jeunes, l'inquiétude et l'urgence restent immenses. **H.G.**

{ POLITIQUE }

JEUX DE POUVOIR

DES MEETINGS AUX PLATEAUX DE TOURNAGE, IL N'Y A QU'UN PAS. LA PREUVE PAR TROIS...



CLÉMENTINE AUTAIN



La députée de la France insoumise est à l'affiche d'une autofiction romantique signée Romane Bohringer et Philippe Rebbot (en salle le 10 octobre). Elle y joue son propre rôle au côté de Reda Kateb. Torride ?



GASPARD GANTZER



L'ex-conseiller de François Hollande débute au cinéma dans un film de Mathieu Sapin où il joue... un conseiller en communication politique. Le titre ? « Le Poulain ». Hidalgo le voit déjà venir avec ses gros sabots...



BRIGITTE MACRON



La Première dame fait un caméo dans la série « Vestiaires », sur France 2, qui traite du handicap, une cause chère à son cœur. Et un retour aux sources pour celle qui fut la prof de théâtre du futur président. **V.S.**